Europäisches Parlament

Anja Arndt, membre de l'AfD, l'ESN et de la Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire.

Gosselin Esteban & Martin Liot-Maillet

Depuis 2024, le peuple allemand m'a fait l'honneur de son vote, je représente ainsi les intérêts de mes concitoyens au sein du Parlement européen en tant que députée de **l'Alternative für Deutschland** (AfD) et du groupe « **L'Europe des nations souveraines** » (ESN). Je siège à la commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire (ENVI), où je fais entendre une voix dissidente parmi ces parlementaires préférant refroidir notre planète plutôt que défendre leurs populations. **Ma carrière n'est pas enracinée dans les sphères politiciennes, mais liée au monde de l'entreprise que j'ai appris à connaître en conseillant les entrepreneurs allemands en matière de gestion depuis plus de 40 ans**. Je résumerai les visées de mon action en trois mots : **Prospérité, Identité et Souveraineté**.

Partie 1 - Constat

L'UE, dans son règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie, parasite le sujet en y introduisant la, très idéologique, notion de réchauffement climatique. De ce fait, le texte que nous devons réviser concentre une multitude d'orientations d'une **grave dangerosité pour l'avenir du continent**. Le règlement s'inscrit dans la perspective de besoins d'investissement pour la transition énergétique de **660 milliards d'euros par an jusqu'en 2030**[1]. Pour réaliser de telles dépenses les Etats membres sont donc forcés d'appliquer des hausses d'impôts, d'innombrables taxes et réglementations contraignantes. Il en résulte une **augmentation durable des prix** et une **paupérisation des citoyens européens**. Cette **croisade contre la souveraineté des Etats membres** se traduit par l l'objectif démesuré d'ici 2030 d'atteindre **32% d'énergie renouvelable**[2] dans la consommation énergétique de l'Union **sans y comptabiliser le nucléaire**. Enfin, d'un point de vue géopolitique, la décision de soutenir à tout prix l'Ukraine restreint notre indispensable approvisionnement en gaz russe pour mieux se soumettre à la Chine et ses terres rares.

Partie 2 – Axes de révision du règlement

Le règlement actuel est hostile à mes idées, nuisible aux peuples d'Europe. **Mon objectif est de transformer radicalement la nature du règlement pour redonner le pouvoir d'orientation politique aux Etats et le pouvoir d'action au secteur privé sur les questions énergétiques et environnementales**. Les plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat (PNEC) se basent sur 5 dimensions, il convient de porter une voie spécifique pour chacun d'entre eux :

A) Sécurité énergétique : sortir du raisonnement anti-russe

Je souhaite que le règlement permette d'accéder à une **électricité pilotable, abondante à un prix abordable**. Je défendrai le fait de **reconnaître explicitement le nucléaire, le gaz et le charbon comme des garanties de sécurité d'approvisionnement**. Le règlement actuel vise implicitement la dépendance de l'UE à l'égard de la Russie mais tombe dans le piège d'une dépendance aux chaînes d'approvisionnement chinoises créant une vulnérabilité plus grave que celle qu'il prétend corriger. Je me battrai pour que **chaque État définisse ses seuils de sécurité**.

1 Stratégie d'investissement dans l'énergie propre, 10 mars 2026, COM(2026) 116 final. data.consilium.europa.eu, ST 7213/2026

2 art. 2 pt 11, art. 4 a) 2), art. 5 §2) du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat.

B) Efficacité plutôt que sobriété énergétique

Je suis favorable à ce que l'efficacité énergétique soit mise en avant, tant qu'elle ne se transforme pas en sobriété énergétique forcée. L'efficacité énergétique s'appuie selon moi sur 2 éléments. Avant tout **favoriser l'innovation technologique**, dans le but de produire davantage d'énergie en consommant moins de ressources. Deuxièmement, nous pourrions **soutenir l'isolation thermique des bâtiments sous conditions**.

C) Pour un marché intérieur déréglementé

La priorité est de déréglementer le marché intérieur, car cela nuit à la concurrence et induit des avantages pour des entreprises choisies non pas pour leur potentiel économique, mais pour de simples considérations idéologiques. Lorsque d'importants investissements énergétiques sont à effectuer comme pour le nucléaire **ce doit être aux Etats souverains de le faire**, l'UE peut organiser le partage de connaissances en la matière.

D) L'innovation par la déréglementation

Si l'investissement dans l'innovation est nécessaire pour que les entreprises européennes gagnent en compétitivité, c'est avant tout la déréglementation qui rendra possible cette dernière. Il est urgent de mettre en place un **plan de simplification des normes, et de libre politique de la concurrence**. La formation de mastodontes européens permettrait que ces derniers participent eux aussi à l'innovation, et qu'ils puissent faire face aux géants mondiaux de l'énergie.

E) Limiter les efforts de décarbonisation

Le règlement est basé sur un principe de diminution des émissions de CO2 (pourtant essentiel à la vie) qui n'a pas lieu d'être puisque cela nuit à notre économie. L'horizon visé consiste à supprimer les trajectoires et objectifs contraignants, **supprimer le marché de quotas d'émissions, remplacer les stratégies bas carbone obligatoires par des documents facultatifs, retirer à la Commission son pouvoir de « recommandations » en cas d'écart d'ambition**.

Partie 3 - Configuration des négociations

Suite aux élections européennes de 2024, les groupes parlementaires de droite souverainiste sont désormais plus nombreux et ont un poids plus important qu'auparavant au sein du Parlement européen. Cela offre des possibilités d'alliance autour d'un projet commun. Ma priorité est donc d'entamer les pourparlers avec les représentants des groupes **"Patriotes pour l'Europe"** et **"Conservateurs et Réformistes européens"**.

Afin d'obtenir la majorité au sein du Parlement, il est malgré tout nécessaire de négocier également avec le **Parti populaire européen**, devant lequel nous ne trahirons pas nos idéaux. Si le PPE souhaite gouverner sans se mêler une énième fois avec la gauche, il aura besoin d'ESN. Nous pourrons nous mettre d'accord sur le fait de dynamiser l'économie européenne en renforçant sa souveraineté énergétique.

Afin d'assurer que notre ligne soit la plus pertinente possible et représentative des intérêts des parties prenantes, des discussions doivent aussi se mener avec des fleurons de l'énergie européennes, comme le groupe **Total Energies**, et avec le groupe commercial représentant l'énergie la plus propre et la plus performante, **Nucleareurope**. Ces acteurs tiers connaissent la réalité du terrain et sauront nous aiguiller dans un projet juste et bénéfique à tous.